

LETTRE D'INFORMATION D'AVRIL 2026

**Vous trouverez dans cette lettre les principaux éléments
d'information concernant l'actualité de la CGT Educ'action 49.**



INFOS

AESH C'EST CADRE B !

Dans le cadre de la campagne pour l'accès à un corps de fonctionnaire de Cat B pour les AESH, l'intersyndicale a produit une carte postale à envoyer au ministre. La voici : <https://cloud.cgteduc.fr/s/ZAiQSeFGTdRaWte> . Ces cartes postales peuvent être imprimées en vue d'être distribuées en manif afin de sensibiliser au delà des personnels de l'Éducation sur la question. Ça tombe bien le 1er mai est dans moins d'un mois !

FORMATIONS VISA

L'UD organise des formations VISA - formations syndicales antifascistes - . Les modalités d'inscription sont les mêmes que pour une formation syndicale : demande d'absence pour formation économique, sociale, environnementale et syndicale à remettre à l'employeur souvent un mois avant la date de la formation et bulletin d'inscription à la formation à retourner à l'UD (demandez-nous les documents par e-mail). ANGERS : lundi 7 septembre et lundi 16 novembre 2026 / CHOLET : vendredi 18 septembre et lundi 23 novembre 2026 / SAUMUR : lundi 27 avril, lundi 21 septembre et vendredi 20 novembre 2026 / SEGRE : mardi 28 avril, vendredi 25 septembre et vendredi 27 novembre 2026.



EVENEMENT CULTUREL

Spectacle écrit et interprété par Béatrice Poitevin, qui raconte l'histoire de Françoise, une femme venant de recevoir la médaille du mérite au travail. À travers ce récit, le spectacle aborde avec humour et lucidité la vie au travail, les relations professionnelles et les situations de maltraitance, tout en ouvrant des perspectives de réflexion. D'une durée de 45 minutes, cette représentation sera suivie de témoignages de la place des femmes au travail ainsi que d'un échange avec la salle, afin de partager nos expériences et nourrir nos réflexions collectives.

Samedi 25 avril 2026 - 14h - Salle Fernand Pelloutiers - Bourse du travail d'Angers



DHG OU DGH... DE TOUTE FAÇON ÇA BAISSÉ !

151 postes supprimés à l'échelle académique, au nom de la baisse démographique. L'argument peut s'entendre, mais dans un système déjà dégradé depuis des années, c'était l'occasion d'améliorer les conditions d'enseignement — pas de les détériorer encore.

Dans le Maine-et-Loire :

- 1er degré : 46 classes fermées
- 2nd degré : 32 postes supprimés

Au lieu de réduire les effectifs, renforcer l'accompagnement des élèves ou soutenir les équipes, les moyens diminuent. Dans les faits, cela se traduit déjà par 20 heures en moins dans la DHG au collège David d'Angers comme à Chevreul : moins de dédoublements, moins de suivi, moins de possibilités pédagogiques. des choix cornéliens pour assurer (ou non) l'accompagnements des Elèves à Besoins Educatifs Particuliers, etc.

La FCPE se mobilise désormais, rejoignant les alertes des personnels.

Si même la baisse du nombre d'élèves ne sert pas à améliorer l'école, alors quand ? Derrière ces choix, c'est une logique comptable qui s'impose, au détriment d'une école publique ambitieuse pour toutes et tous.



LE SAVIEZ-VOUS ?

LE 1ER MAI C'EST PAS LA FÊTE DU TRAVAIL !

Le 1er mai n'est pas la « fête du travail ». Pas plus que le 8 mars n'est la « fête des femmes ». Derrière ces appellations édulcorées se cache une volonté ancienne : vider ces dates de leur contenu politique, les transformer en moments consensuels, presque folkloriques, alors qu'elles sont nées dans la lutte.

Le 1er mai est d'abord la journée internationale de lutte des travailleuses et des travailleurs. Son origine remonte à la fin du XIXe siècle, aux États-Unis. Le 1er mai **1886**, des centaines de milliers d'ouvriers se mettent en grève pour obtenir la journée de 8 heures. À Chicago, la mobilisation est massive. Quelques jours plus tard, lors d'un rassemblement à Haymarket, une bombe explose, la répression est brutale, et plusieurs militants anarchistes sont condamnés à mort. Ils deviendront les « martyrs de Chicago ».

En 1889, la Deuxième Internationale décide de faire du 1er mai une journée de mobilisation internationale en mémoire de ces luttes, et pour revendiquer la réduction du temps de travail. Dès lors, partout dans le monde, les travailleurs descendent dans la rue pour porter leurs revendications : salaires, conditions de travail, droits syndicaux, justice sociale.

Parler de « fête du travail », c'est inverser le sens. **Ce n'est pas le travail que l'on célèbre, encore moins l'ordre établi.** Ce sont les luttes, les conquêtes arrachées, la solidarité entre exploités-es. L'expression elle-même a été popularisée en France sous le régime de Vichy, qui cherchait à encadrer et neutraliser le mouvement ouvrier en remplaçant une journée de lutte par une célébration du travail et de la « concorde sociale ».

Comme pour le 8 mars, réduire le 1er mai à une « fête » permet de masquer les rapports de domination qu'il dénonce. Or ces journées existent précisément pour les rendre visibles, pour rappeler que rien n'a été donné, que tout a été conquis, et que rien n'est jamais définitivement acquis.

Le 1er mai n'est donc pas une fête. C'est un rappel, un héritage, et surtout un appel à continuer.

A bientôt !